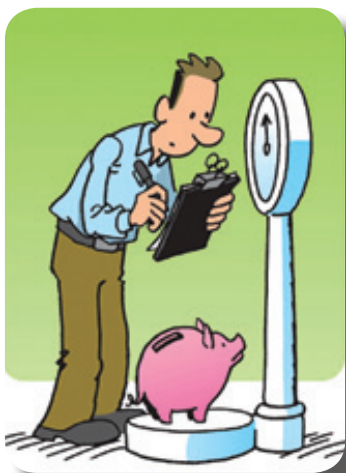


Déclaration liminaire

Le dernier CNAS de l'année 2016 se tient aujourd'hui 8 décembre avec, pour points à l'ordre du jour soumis au vote, le projet de budget pour 2017 et les plafonds de l'harmonisation tarifaire.

Si la proposition de ne pas augmenter les plafonds d'harmonisation tarifaire peut nous convenir, il n'en n'est pas de même du budget de l'action sociale pour 2017.



En effet, ce budget prévu pour un montant de 130,2 M€ marque une régression sans précédent de l'action sociale au sein du Ministère des Finances.

Après une année blanche pour ALPAF qui n'a pas perçu de subvention pour l'année 2016, cette association dédiée au logement des agents ne percevra que 14M€, bien en deçà des subventions antérieures.

C'est un véritable camouflet à l'encontre des agents et particulièrement des primo-arrivants dans notre ministère !

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires DOUANES

Solidaires I.D.D.
à l'Industrie et au Développement Durable

Solidaires
Sud
INSEE

Sud Centrale
Solidaires finances
Union
syndicale
Solidaires

Le Ministre ignorerait-il, alors qu'il opère des suppressions massives d'emplois dans toutes les directions de son ministère, le niveau de recrutement, certes bien en deçà de ce que nous souhaitons mais néanmoins important, dans ces directions ?

Quel mépris pour des agents qui débutent en île de France, avec de très modestes salaires, et qui vont rencontrer, du fait de cette politique du logement au Ministère, les pires difficultés pour se loger !

Au-delà du logement, ce budget de pénurie touche tous les pans de l'action sociale, qu'il s'agisse des vacances /loisirs avec ALPAF dont la subvention est en baisse de 4M€, des crédits pour la restauration en baisse de 5,2M€ alors que le coût des repas ne cesse d'augmenter tandis que la qualité baisse, contraignant ainsi les agents à ne plus fréquenter les structures de restauration du Ministère.



Quant à l'aide à la parentalité, elle est tout simplement reconduite alors que le nombre de berceaux proposés est très insuffisant au regard des besoins dont seuls 4,11 % peuvent être satisfaits !

Dans ces conditions, pour les parents, trouver une solution de garde pour leur(s) enfant(s) reste un parcours du combattant. Il oblige bien souvent à recourir, principalement pour les femmes, au congé parental ou au temps partiel avec toutes les conséquences sur la carrière et sur la retraite.

Ce n'est vraiment pas ainsi que le ministère pourra se montrer exemplaire dans sa lutte pour l'égalité Femmes/Hommes !

Ce budget ne laisse aucune marge de manœuvre pour des prestations nouvelles ou modifiées.

Aucune aide nouvelle ne pourra être apportée aux agents, aucun nouveau berceau de crèche ne pourra être mis en place.

Quant à la filière sociale, qui réclame la reconnaissance bien légitime de sa profession depuis des mois, **la grogne persiste.**

1

Les agents poursuivent la grève des statistiques et aucun rapport sur le service social n'est produit.

2

Ce conflit, c'est celui de l'inégalité Femmes/Hommes, pour une profession fortement féminisée.

3

Puisque Bercy se veut exemplaire dans sa lutte contre les discriminations Femmes/Hommes, Solidaires Finances exige du Ministère qu'il intervienne auprès de la Fonction Publique afin que la profession puisse entrer pleinement dans la catégorie A, avec des débouchés de carrière comme elle le mérite.

4

Enfin, le projet de note aux présidents de CDAS, dont nous reparlerons, nous interpelle en ce qu'il prévoit des ré-allocations de personnels entre départements. Ne serait-ce pas les prémices d'une régionalisation rampante ?

Vous nous éclairerez sur ce point.



Pour Solidaires Finances

ce budget 2017 marque un mépris pour les agents et consacre la régression de l'action sociale ministérielle,

dans un dialogue social quasi inexistant !